

DOCS
CA1
EA507
C18
FRE
v. 22
Summer
2004
Copy 1

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E
3 5036 01029503 1

Canada Regard sur le monde

NUMÉRO 22 • ÉTÉ 2004

Une œuvre en devenir Le Canada et la nouvelle UE

- La culture canadienne en Europe
- Amitiés de guerre : Sacrifice et célébration



Affaires étrangères
Canada

Foreign Affairs
Canada

Canada

**Au sujet de Canada —
Regard sur le monde**

Canada — *Regard sur le monde* donne un aperçu des questions de politique étrangère dans une perspective canadienne et traite des initiatives et contributions du gouvernement du Canada dans le domaine des affaires internationales. *Canada — Regard sur le monde* est un magazine trimestriel publié en français et en anglais par Affaires étrangères Canada.

Mary Gooderham
Directrice de la rédaction

Pour communiquer avec nous :

Canada — *Regard sur le monde*
Affaires étrangères Canada
125, promenade Sussex, BCS C-2
Ottawa (Ontario) K1A 0G2
Télécopieur : (613) 992-5791
Courriel : canada-magazine@dfait-maeci.gc.ca

Message aux abonnés :

Aidez-nous à tenir nos dossiers à jour. Si vous déménagez, recevez plus d'un exemplaire de *Canada — Regard sur le monde* ou souhaitez annuler votre abonnement, faites les corrections voulues en lettres moulées sur votre étiquette d'adresse (couverture arrière) et retournez-nous l'étiquette par la poste ou par télécopieur. N'oubliez pas d'indiquer votre numéro d'abonné à 8 chiffres.

**Nouveaux abonnements
(par courriel) :**

Le magazine *Canada — Regard sur le monde* est publié à www.maeci-dfait.gc.ca/canada-magazine, où il est aussi possible de s'abonner en direct pour le recevoir par courriel.

**Nouveaux abonnements
(par la poste) :**

Pour recevoir des exemplaires gratuits de ce magazine et d'autres publications d'AEC par la poste, adressez-vous au :
Service de renseignements (SXC1)
Affaires étrangères Canada
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario) K1A 0G2
Téléphone : 1 800 267-8376 (sans frais)
ou (613) 944-4000
Télécopieur : (613) 996-9709
Courriel : enqserv@dfait-maeci.gc.ca

Notre couverture

Le drapeau de l'Union européenne se déploie derrière un échafaudage métallique. L'accession à l'Union européenne de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Pologne, de la Slovaquie, de la Slovénie, de Chypre et de Malte a soudé l'Europe de façon inédite, tout en mettant un point final à la Deuxième Guerre mondiale et à la guerre froide.

photo : Communauté européenne, 2004

Page courante

Des feux d'artifice et une lumière bleue illuminent le théâtre Schauspielhaus de Berlin alors qu'un chœur formé d'enfants venus des 25 pays de l'Union européenne s'exécute pour souligner son élargissement historique.

photo : PC (Fritz Reiss)

DANS CE NUMÉRO



Point de vue : Un programme de politique étrangère pour le Canada ... **3**

La conférence **4**

Article vedette : Le Canada et la nouvelle Europe **5**

La cyberdiplomatie CanadaEuropa **8**

Diplomatie : Témoin de la création **9**

Culture : Comme les autres nous voient **10**

Dépêches : De vieux amis et de nouvelles frontières **12**

Commerce et investissement : Les nouvelles tendances en commerce **13**

Favoriser le commerce et l'investissement **13**

Sécurité : La protection des gens et des frontières **14**

Sciences et technologie : La science, œuvre commune **15**

Souvenirs de guerre **16**

Jeunesse : Les voyages qui forment la jeunesse **18**

Les échanges **18**

En bref : Les nouveaux pays de l'UE... **19**

À la mémoire de Mitchell Sharp **20**

UN PROGRAMME DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE POUR LE CANADA

Michael Ignatieff, auteur lauréat, historien et professeur titulaire de la chaire Carr de politique des droits de la personne à la Kennedy School of Government de la Harvard University, a présenté en mars la conférence commémorative annuelle O.D. Skelton à Affaires étrangères Canada. Il a intitulé son exposé *Paix, ordre et bon gouvernement : Un programme de politique étrangère pour le Canada*. En voici quelques extraits.

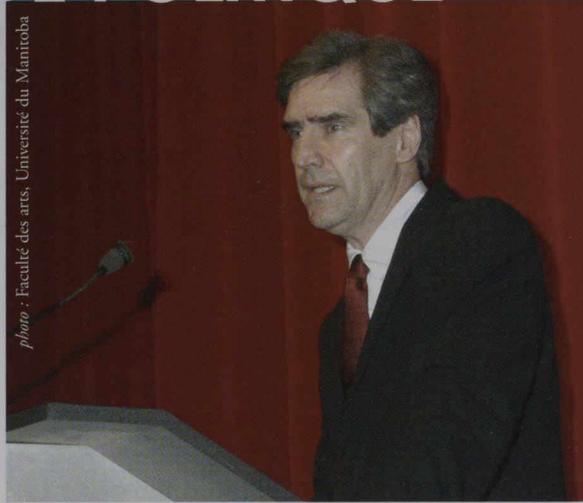


photo : Faculté des arts, Université du Manitoba

Michael Ignatieff :
Tous les pays
doivent faire
porter leurs efforts
sur les domaines
dans lesquels
ils excellent.

Pour le mieux, et parfois pour le pire, la paix, l'ordre et le bon gouvernement, avec les institutions qui concrétisent ce credo dans notre vie nationale, sont garants de notre indépendance et de notre identité nationales. Le succès de ce credo fait de notre pays une des destinations les plus recherchées des migrants dans le monde. Notre capacité de résoudre nos conflits pacifiquement nous a permis de survivre alors que de nombreuses autres sociétés multinationales, multiethniques et régionalisées ont échoué. Bien que nos préoccupations au sujet de la corruption au sein du gouvernement soient justifiées, le Canada est un des pays les mieux gouvernés du monde, selon les normes de Transparency International. Notre attachement aux droits de la personne, à la tolérance et à la diversité n'est ni abstrait ni facultatif : nous sommes devenus si divers qu'il est la condition de notre survie comme peuple distinct. Ces idées — paix, ordre et bon gouvernement — ne sont pas qu'une simple échelle de valeurs; elles définissent notre intérêt national. Ce sont les conditions préalables de notre indépendance nationale.

Si cette façon d'interpréter notre intérêt national et nos valeurs est correcte, quelles en sont les implications pour la politique étrangère de notre pays? Comment ces valeurs et ces intérêts devraient-ils motiver nos rapports avec le reste du monde?

Pour répondre à cette question, il faut recenser les tendances planétaires qui influent le plus profondément sur nos intérêts comme pays et définir les compétences particulières que nous pouvons apporter à la solution des problèmes qui menacent la paix, l'ordre et le bon gouvernement dans le monde.

Chaque pays doit se concentrer sur ce qu'il fait le mieux, sur les activités où il jouit d'un avantage relatif. Je prétends que le Canada se doit d'agir à l'égard de la crise de l'ordre étatique qui sévit depuis longtemps, mais prend maintenant un caractère décisif, et qui balaie le monde, en minant la

paix, l'ordre et le bon gouvernement dans près d'une trentaine de pays du monde.

Tant que les gens ordinaires seront mal gouvernés, parce que leurs États s'effondrent dans le chaos ou se figent dans la tyrannie, ils ne pourront pas profiter de la mondialisation, de la technologie, de la science et du progrès. Sans États fonctionnels, après avoir procuré une vraie sécurité et de vrais services à leur population, la promesse de la mondialisation est une imposture. Sans États compétents, la gouvernance mondiale est une fiction.

Si ce diagnostic du défi crucial auquel le Canada fait face en matière de sécurité est correct, quelles politiques devons-nous adopter pour le relever?

L'objectif prioritaire de notre politique étrangère devrait être de consolider la paix, l'ordre et le bon gouvernement comme conditions *sine qua non* d'États stables, d'une démocratie durable et d'un développement équitable. D'autres pays auront toujours de plus gros budgets de développement que les nôtres, mais peu en savent autant que nous sur les relations de cause à effet entre bon gouvernement et bon développement. Comme d'autres — les Norvégiens, par exemple — se spécialisent dans l'instauration de la paix, par le processus d'Oslo et les processus sri-lankais, nous devrions nous spécialiser dans l'établissement d'un cadre stratégique qui rassemblerait toute notre activité de « gouvernance » dans un même programme d'action puissant.

« Tant que les gens ordinaires seront mal gouvernés, parce que leurs États s'effondrent dans le chaos ou se figent dans la tyrannie, ils ne pourront pas profiter de la mondialisation, de la technologie, de la science et du progrès. Sans États fonctionnels, la gouvernance mondiale est une fiction. »

Je préfère « paix, ordre et bon gouvernement » à « gouvernance » comme thème directeur des activités canadiennes, simplement parce que j'y vois une expression spécifiquement canadienne de ce que devrait être la gouvernance : institutions démocratiques, fédéralisme, garantie des droits des minorités, pluralisme linguistique, autonomie gouvernementale autochtone et rôle positif habilitant pour le gouvernement dans le développement économique et social.

Dans les sociétés démocratiques stables et capables de se développer, la politique canadienne peut contribuer à

« Il faut que nous perdions notre sentiment bien canadien d'immunité et d'impunité, notre croyance bien enracinée que nous sommes à l'abri des dangers de l'histoire. Notre sens de l'intérêt national pourrait s'accommoder d'une certaine dose de crainte. »

améliorer les institutions et la pratique de la gouvernance. Pour celles qui sont, pour reprendre le terme du théoricien politique John Rawls, « accablées » par les conflits ethniques, les haines religieuses

ou les souvenirs amers de guerres civiles, nous devons mettre au point une trousse d'outils d'intervention préventive : résolution des conflits au niveau des villages et des collectivités, dialogue politique au niveau national, réforme constitutionnelle sous la forme de transfert de pouvoirs aux régions ou groupes défavorisés et garantie des droits des minorités, pour mettre fin à la discrimination et à l'injustice. Aucun pays n'a réussi à rassembler tous ces instruments de prévention — résolution des conflits, dialogue politique, réforme constitutionnelle, joints à l'assistance économique — en un arsenal cohérent, mettant à contribution les organisations non gouvernementales, les gouvernements et les experts.

C'est un défi que nous nous devons de relever comme pays, car, comme je l'ai souligné, nous jouissons d'un avantage relatif dans le domaine de la gestion des sociétés divisées.

C'est du multilatéralisme musclé. Le fait de développer ces moyens d'action aiderait l'ONU à augmenter sa propre capacité de se déployer pour prévenir les conflits avant qu'ils n'éclatent et reconstruire lorsqu'ils sont terminés. Un tel programme montrerait que le Canada est prêt à effectuer un investissement sérieux dans le soutien et le développement de la capacité des États à porter les fardeaux que la mondialisation leur impose. « Gouvernance mondiale » et « communauté internationale » sont des slogans vides de sens tant que les États qui composent notre ordre mondial sont incapables de protéger leurs citoyens et d'enrichir leur vie. Si le Canada ne réussit pas à résoudre la crise mondiale croissante de l'ordre étatique dans les 20 ou 30 États qui sont accablés, en déroute ou éclatés, son engagement en faveur de la « gouvernance mondiale » reste chimérique, car la gouvernance mondiale ne signifie rien si les États n'ont pas la capacité de participer à des solutions planétaires à nos problèmes communs.

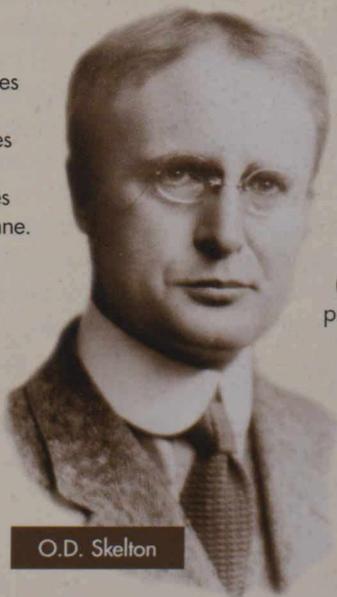
Le fait de privilégier la paix, l'ordre et le bon gouvernement nous aide à promouvoir un intérêt national vital. Tout comme nous voulons conserver notre indépendance nationale, préserver le pays auquel nous tenons, nous voulons aider les autres à en faire autant. Si nous aimons notre propre pays, nous avons de bonnes raisons d'aider les autres à créer des ordres politiques qui mériteront le même attachement farouche.

Enfin, il faut que nous perdions notre sentiment bien canadien d'immunité et d'impunité, notre croyance bien enracinée que nous sommes à l'abri des dangers de l'histoire. Notre sens de l'intérêt national pourrait s'accommoder d'une certaine dose de crainte. Un ordre mondial où les États ne peuvent plus protéger leur propre population et leur propre territoire fait courir au Canada un danger réel et croissant. Mais nous avons les ressources — et surtout la mémoire politique — qui nous procurent la capacité singulière de tirer parti du danger. 🍁

La conférence

La Conférence commémorative O.D. Skelton a pour but d'encourager l'étude savante de questions relatives aux relations internationales du Canada. Inaugurée en décembre 1991, elle honore la mémoire d'O.D. Skelton, un des grands architectes du ministère des Affaires extérieures (devenu depuis Affaires étrangères Canada) et de la politique étrangère canadienne.

Skelton, chercheur prolifique et auteur de plusieurs grands ouvrages, est nommé par le premier ministre W.L. Mackenzie King en 1925 pour succéder à Sir Joseph Pope comme sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Jusqu'à sa mort en janvier 1941, il aura été le principal conseiller du premier ministre, étant parfois surnommé « vice-premier ministre ». Mackenzie King dira de son décès : « C'est la plus grave perte que j'aie subie



O.D. Skelton

jusqu'à maintenant dans ma vie publique! » Un historien canadien le qualifiera simplement de fonctionnaire le plus puissant de toute l'histoire du Canada.

À la tête du ministère des Affaires extérieures, Skelton aura aidé à définir une politique étrangère canadienne distincte. On lui doit également d'avoir recruté un groupe de fonctionnaires aux capacités remarquables, y compris deux futurs gouverneurs généraux (Georges Vanier et Jules Léger) et un futur premier ministre (Lester B. Pearson), ainsi que de nombreux mandarins.

Pour en savoir plus sur O.D. Skelton et la série de conférences ou pour obtenir les textes de cette conférence et des précédentes, voir

www.maeci-dfait.gc.ca/skelton/conferences.

LE CANADA ET LA NOUVELLE EUROPE



Une coopération encore plus intense en matière de sécurité et de politique étrangère, la circulation transatlantique des personnes, des biens et des services ainsi que des liens plus étroits en commerce et en investissement rapprochent le Canada et l'Union européenne.

Ces relations sont l'aboutissement de quatre siècles d'évolution. Dès l'arrivée des premiers explorateurs français sur les rives d'une petite île, à l'embouchure du Saint-Laurent, en juin 1604, l'Europe et le Canada ont commencé à tisser des liens étroits. Au moment où l'Union européenne connaît la plus grande expansion de ses 47 ans d'histoire, les Canadiens et les Européens soulignent un nouveau temps fort dans leurs relations : une coopération renouvelée en sécurité et en politique étrangère, une plus grande circulation transatlantique des personnes, des biens et des services, des liens plus étroits que jamais en commerce et en investissement.

« Nous avons approfondi les relations stratégiques entre le Canada et l'Union européenne », a fait remarquer le premier ministre de l'Irlande, Bertie Ahern, actuel président de l'Union européenne, à la conclusion d'un sommet semestriel entre le Canada et l'Union européenne qui a eu lieu en mars à Ottawa. Le sommet, qui a réuni M. Ahern, le président de la Commission

européenne, Romano Prodi, et le premier ministre du Canada, Paul Martin, a amorcé une ère de coopération plus étroite entre l'Europe et le Canada, qui sont unis par les relations les plus complexes qui existent entre l'Union et un pays qui n'en est pas membre.

Les dirigeants ont adopté un Programme de partenariat pour intensifier les liens entre le Canada et l'Union européenne dans toute une gamme de dossiers d'intérêt commun et fixer le cadre d'un accord à venir sur le commerce et l'investissement

qui facilitera de plus en plus leurs échanges commerciaux. Il s'agit d'une étape marquante dans la longue histoire transatlantique, qui « haussera d'un cran la qualité de nos relations », a déclaré M. Prodi.

L'Union européenne à 25

Il y a quelque chose de singulier dans le fait que trois anciens pays de l'Union soviétique et cinq autres naguère soumis à un étroit contrôle soviétique aient officiellement fait leur entrée dans l'Union européenne le 1^{er} mai, grande fête des travailleurs dans le passé communiste de l'Europe centrale, encore tout proche.

L'ajout de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de cinq anciens satellites soviétiques — République tchèque, Hongrie, Pologne, Slovaquie et Slovénie — ainsi que des États insulaires méditerranéens que sont Chypre et Malte a conféré à l'Europe un degré d'intégration sans précédent tout en fermant le dernier chapitre de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre froide.

Il s'agit d'une importante page d'histoire,

mais il faudra un certain temps avant que le Canada ne sente les effets de l'élargissement de l'Union européenne. Les dix nouveaux membres font augmenter de 20 p. 100 la population de l'Union, qui comptera désormais 450 millions d'habitants, mais, à l'aune du monde industrialisé, ce sont des pays défavorisés. Le revenu moyen par habitant est de moins de la moitié de celui des 15 premiers membres de l'Union, et la taille combinée de leurs économies équivaut approximativement à celle des Pays-Bas. Cela ne promet guère de grands



Une jeune femme agite les drapeaux des pays de l'Union européenne pendant une fête soulignant son élargissement, à Zittau (Allemagne), et la récente accession officielle de la Pologne et de la République tchèque.

progrès rapides dans les relations commerciales avec les nouveaux États de l'Union ou avec l'ensemble de l'Union, mais il existe un potentiel considérable pour les entreprises canadiennes, notamment celles qui ont déjà avec ces pays des relations commerciales et qui y possèdent des investissements ou des filiales. Les nouveaux membres ont une population instruite, notamment en sciences et en génie, des coûts de main-d'œuvre modestes et, parfois, des taux d'imposition favorables sur le revenu des sociétés.

Renforcement du commerce et de l'investissement

L'Union européenne est au deuxième rang des partenaires commerciaux du Canada, bien qu'elle vienne loin derrière les États-Unis, la valeur des échanges Canada-Union européenne n'atteignant pas 10 p. 100 de celle des échanges entre le Canada et son voisin du sud. Toutefois, ces données statistiques ne traduisent pas avec exactitude l'importance économique de l'Europe pour le Canada. L'investissement direct en Europe représente 29 p. 100 des investissements canadiens à l'étranger, soit 25 p. 100 de plus que l'année précédente. La part des investissements effectués aux États-Unis a chuté de 46 p. 100 à 41 p. 100 durant la même période.

Beaucoup d'entreprises canadiennes bien connues font partie du quotidien des Européens : Alcan, Bombardier et Magna International ont chacune dix usines en Allemagne seulement. Quelque 50 p. 100 des activités d'Alcan s'accomplissent en Europe, contre 35 p. 100 en Amérique du Nord. Bombardier et Nortel Networks sont les employeurs les plus importants en Irlande du Nord. Environ 50 p. 100 du trafic Internet en Union européenne circule sur de l'équipement de Nortel.

Siegfried Wolf, vice-président du géant canadien du secteur des pièces d'automobile, Magna International, affirme que la société a construit sept nouvelles installations en Europe de l'Est au cours des sept dernières années en prévision du déplacement à l'est de la production d'automobiles, vers la Pologne, la Slovaquie et la République tchèque. La production est-européenne de véhicules devrait progresser de 57 p. 100 d'ici la fin de la décennie. Il ajoute : « C'est une excellente base pour les marchés de demain. »

Pour améliorer l'accès aux marchés et obtenir des retombées considérables pour les entreprises et les consommateurs, le Canada et l'Union européenne se sont entendus sur le cadre d'un Accord visant à renforcer le commerce et l'investissement, l'ARCI, ambitieuse initiative bilatérale visant à lever les obstacles et à rendre l'appareil réglementaire le plus simple et le plus transparent possible. L'ARCI devrait aussi porter sur des questions fort diverses comme la facilitation du commerce et de l'investissement, la concurrence, les services financiers, les sciences et la technologie et la reconnaissance mutuelle des titres de compétence professionnelle.

L'avantage du Canada

De plus en plus, l'Europe perçoit le Canada comme un chef de file dans des domaines divers comme la responsabilité financière, la gouvernance, l'intégration des immigrants dans la société et l'innovation technologique, et plus particulièrement dans les secteurs émergents de la biotechnologie et de la nanotechnologie. Elle le considère comme un modèle à suivre pour la technologie des communications sans fil et le cybergouvernement.

Un rapport publié en mai par Accenture Inc., société internationale de consultants en technologie, a désigné le Canada comme le gouvernement le plus avancé du monde sur le plan électronique, devant même les États-Unis, pour la quatrième année de suite et précisé que le Canada creusait chaque année son avance. Parmi les pays de l'Union européenne, seul le Danemark s'est classé dans les cinq premiers pays. La technologie des communications sans fil du Canada, conçue pour les localités très éloignées du Nord, intéresse aussi beaucoup les Européens, et surtout les habitants de nouveaux pays membres de l'Union, qui envisagent de sauter une génération dans le développement des télécommunications, au moment de se défaire du matériel vétuste de l'ère communiste.

La situation géographique du Canada et son rattachement à la zone de libre-échange de l'Amérique du Nord sont aussi d'importants avantages, surtout aux yeux des entreprises européennes qui considèrent le Canada comme porte d'entrée du marché américain. « Pour un investisseur français, par exemple, le Québec peut se présenter comme un milieu plus convivial à cause de la communauté de langue, estime Fen Hampson, directeur de la Norman Paterson School of International Affairs, à l'Université Carleton. Ou bien, pour l'investisseur qui s'inquiète du financement des soins de santé de ses employés, l'Ontario peut être attrayante. Grâce à l'ALENA, l'Europe ne pense pas seulement aux États-Unis, lorsqu'elle songe à l'Amérique du Nord. »



Relations étroites : (de gauche à droite) le président de l'UE et premier ministre d'Irlande, Bertie Ahern, le premier ministre du Canada, Paul Martin, et le président de la Commission européenne, Romano Prodi, lors du Sommet Canada-UE, à Ottawa, le 18 mars.

Relations étroites et défis mondiaux

La visibilité accrue du Canada en Europe est aussi fonction de la similitude des positions des deux régions dans des dossiers internationaux. Bien qu'il soit géographiquement et économiquement lié de façon inextricable aux États-Unis, le Canada a voté comme l'Union européenne 50 fois sur les 52 résolutions relatives à la sécurité sur lesquelles l'Assemblée générale de l'ONU s'est prononcée l'an dernier et sur lesquelles l'Union a adopté une position commune, tandis que les États-Unis ne se sont rangés du côté du bloc européen que 21 fois.

Le Canada a été consterné et attristé devant les attentats terroristes à Madrid. Une action et une coopération internationales efficaces, constantes et cohérentes sont indispensables si nous voulons prévenir d'autres attentats et corriger les situations où la pauvreté et l'inégalité ne font que s'aggraver. C'est pourquoi le Canada et l'Union européenne continueront de travailler ensemble en vue d'insuffler un nouveau dynamisme au système de l'ONU et de conclure un accord sur des règles visant à protéger les populations en cas de conflit civil et lorsque des États s'effondrent. Le Canada et l'Union continueront d'approfondir leurs relations et leur coopération dans les domaines de la justice et de la police, s'efforçant d'accroître la circulation des personnes entre leurs territoires pour encourager la mobilité de leurs citoyens et resserrant les contrôles pour combattre les migrations illégales.

Jeremy Kinsman, ambassadeur du Canada auprès de l'Union européenne, est d'avis que les Canadiens et les Européens doivent montrer à la communauté internationale qu'ils sont capables de s'attaquer aux problèmes de sécurité les plus ardues comme les plus faciles. « Étant donné que les grands dangers qui entraînent aujourd'hui l'instabilité — comme la pauvreté, la maladie, le trafic des êtres humains, la drogue, les changements environnementaux, le terrorisme et la prolifération des armes — ne connaissent aucune frontière, il nous faut travailler dans le cadre de stratégies internationales communes, a-t-il fait remarquer. Il faudrait proposer un modèle d'approche qui soit plus collective, plus multilatérale. »

La protection du milieu naturel est également une grande préoccupation commune. Le Canada et l'Union européenne coopèrent aux recherches sur de nouvelles sources d'énergie et prennent des mesures pour combattre les changements climatiques. En outre, la nécessité d'explorer tous les moyens de conserver les stocks de poisson s'impose. Le Canada prend actuellement des mesures pour restreindre la surpêche au large de Terre-Neuve et collabore étroitement avec l'Union européenne pour améliorer la conduite des flottes de pêche.

Le dialogue Canada-Europe

Les relations économiques et politiques du Canada avec l'Union européenne sont très étendues et remontent très loin dans le temps. En 1976, le Canada a été le premier pays à signer un accord-cadre sur la coopération politique avec ce qui était alors la Communauté économique européenne. Avec les années, les relations entre le Canada et l'Union européenne ont été renforcées au moyen d'une multitude d'autres accords dans des domaines comme l'éducation, les douanes, la concurrence, les sciences et la technologie et le nucléaire.



photo : Artila Kisbenedek/Agence France-Presse

Les feux d'artifice s'élèvent au-dessus du monument des rois hongrois, au Square des Héros de Budapest. La Hongrie célèbre l'élargissement de l'UE.

Dans le contexte de la mondialisation et du nouvel ordre mondial, les relations entre le Canada et l'Europe ont de nouvelles exigences et offrent de nouvelles possibilités. Des délégations du gouvernement du Canada se sont rendues en Europe l'automne dernier et ce printemps pour rencontrer des représentants des gouvernements, du monde des affaires et de la société civile pour étudier la possibilité de jeter de nouveaux ponts entre un Canada moderne et une Europe élargie. « Le Canada est déterminé à coopérer étroitement avec l'Europe pour atteindre nos objectifs communs dans un certain nombre de domaines, des affaires à la sécurité internationale, en passant par le commerce et la culture, explique Paul Dubois, sous-ministre adjoint chargé de l'Europe à Affaires étrangères Canada. Nous avons tracé des plans de coopération ambitieux. »

Liens entre les personnes

Les liens entre les Canadiens et les Européens ne datent pas d'hier. Cette année, le Canada et la France soulignent leurs 400 ans de relations ininterrompues. Elles ont débuté lorsque Pierre Dugua de Mons est arrivé à l'île Sainte-Croix avec le célèbre cartographe Samuel de Champlain pour créer le premier établissement français en Amérique du Nord.

Nous avons beaucoup en commun. Un sondage récent de la société Pollara Inc. a même montré que 85 p. 100 des

Canadiens veulent établir des liens encore plus solides avec l'Europe. Le Canada reconnaît depuis longtemps la valeur inhérente des échanges entre les Canadiens et les Européens et continue de favoriser la multiplication des occasions d'établir des liens transatlantiques, qu'ils soient universitaires, culturels ou professionnels. Il est possible d'étendre la portée des programmes d'échanges destinés aux jeunes, de renforcer et d'élargir la coopération dans les études supérieures et la formation, de soutenir les contacts entre les entreprises et d'encourager les échanges entre les parlementaires.

Le Canada projette une image plus forte que jamais comme pays doté d'une technologie moderne et de solides assises économiques, mais aussi, fait nouveau, comme puissance culturelle reconnue dans le monde. « Les Européens lisent Margaret Atwood, fait remarquer M. Hampson. Ils lisent Mavis Gallant. Tous connaissent Céline Dion. D'une façon tout à fait inédite, nous avons de grands symboles culturels mondiaux, et il est certain que cela peut nous aider sur le plan de l'image que nous projetons dans le monde. »

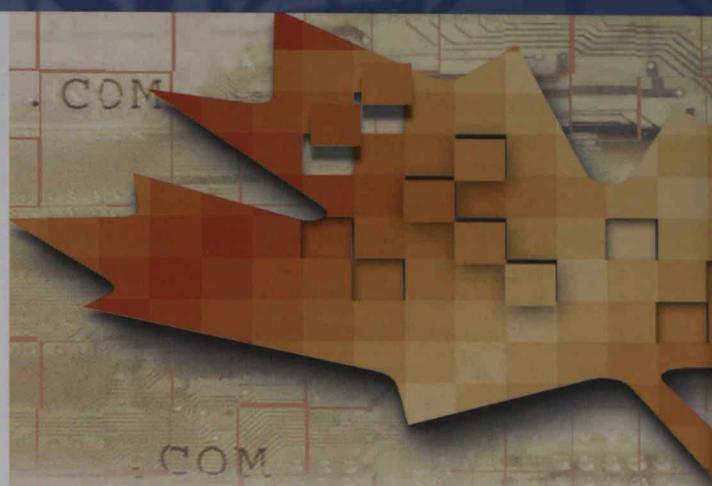
Programme de partenariat

Le nouveau Programme de partenariat adopté au sommet d'Ottawa marque un grand progrès qualitatif dans

les relations du Canada avec l'Union européenne. Ce programme est un engagement à travailler ensemble et à renforcer les liens entre les deux régions, à traduire les valeurs communes que sont le pluralisme politique, la démocratie, la suprématie du droit et les droits de la personne en mesures concrètes sur le terrain et à rendre les institutions multilatérales plus efficaces.

Reconnaissant que les relations bilatérales entre le Canada et l'Union européenne, bien qu'elles existent depuis 1976, se sont souvent limitées aux déclarations officielles au lieu de se traduire

en mesures concrètes, le Programme énumère plus d'une cinquantaine d'initiatives visant à renforcer les contacts au niveau politique. Il traduit un engagement commun à l'égard de la sécurité et des institutions multilatérales, de la croissance économique mondiale, de la coopération en matière de gouvernance, de l'action pour relever les défis



La cyberdiplomatie CanadaEuropa

Des Canadiens et des Européens se rencontrent dans le cyberspace grâce à un très important site Web qui permet d'établir des relations, de jeter des passerelles entre de nombreuses cultures.

Selon Abbie Dann, directrice de l'Expansion des affaires en Europe et de la connectivité à Affaires étrangères Canada, ce site Web (www.canadaeuropa.gc.ca) est conçu non seulement pour offrir des services et de l'information aux Canadiens, mais aussi pour présenter du Canada une image qui trouve un écho favorable auprès des Européens. « Il s'agit d'un espace virtuel en ligne qui vante les liens transatlantiques et vise à les enrichir, explique-t-elle. Il s'agit simplement d'un nouveau moyen, pour les Canadiens, de mener une action diplomatique en Europe. »

On a choisi le mot « Europa » parce qu'il a des racines linguistiques communes à un grand nombre de langues et parce que, de préciser M^{me} Dann, « il repousse les frontières pour ceux qui ont tendance à ne penser qu'aux pays de l'Ouest lorsqu'il est question de l'Europe ».

À l'heure actuelle, www.canadaeuropa.gc.ca accueille chaque année plus de 3,3 millions de visiteurs et enregistre plus de 77 millions d'appels de fichiers. Le site représente un ensemble de partenariats avec des ministères du gouvernement du Canada d'un bout à l'autre du pays et des équipes du Web réparties dans plus d'une vingtaine de pays.

mondiaux et de la multiplication des possibilités d'établir des liens entre les personnes.

L'avenir

L'Union européenne a désigné le Canada comme l'un de ses six partenaires stratégiques principaux, avec les États-Unis, la Russie, la Chine, le Japon et l'Inde. Voilà qui montre l'importance que le Canada revêt pour l'Europe. Les observateurs disent que les Canadiens ont intérêt à ce que les Européens réussissent dans leur entreprise historique, c'est-à-dire instaurer une paix durable et la démocratie dans leur territoire en expansion. Les défis seront nombreux, mais les occasions seront multiples également. Selon M. Kinsman, « réussir en Europe n'est pas une stratégie à choisir, c'est un impératif pour le Canada ». 🍁



photo : PC (Sven Kaestner)

Une Polonaise et un enfant regardent à la fenêtre, sous le drapeau européen, à Slubice, au moment où le pays entre dans l'UE.

TÉMOIN DE LA CRÉATION

Ambassadeur du Canada auprès de l'Union européenne, Jeremy Kinsman voit de belles occasions pour le Canada dans le paysage européen en mutation.

L'Europe avait un aspect bien différent quand Jeremy Kinsman a entrepris sa première affectation à l'étranger en 1968, comme agent politique à la première mission du Canada auprès de ce qui était alors la Communauté économique européenne (CEE) à Bruxelles. Les cartes qui ornaient les murs des bureaux à l'époque représentaient le territoire des six membres fondateurs de la CEE; mais, selon la vision idéaliste qui caractérisait l'après-guerre, on y lisait Toscane, Bavière et Normandie, et non Italie, Allemagne et France. Le Canada tentait alors de gagner de l'influence sur le continent en exploitant l'intérêt croissant manifesté par la Grande-Bretagne pour son adhésion éventuelle à la CEE, mais c'était, regrette-t-il, « un amour non partagé ».

Près de quatre décennies plus tard, la carrière de M. Kinsman boucle la boucle, alors qu'il occupe les fonctions d'ambassadeur du Canada auprès d'une Union européenne beaucoup plus vaste et puissante, à Bruxelles. Et l'avis du Canada n'est pas seulement écouté mais encore recherché des Européens dans les domaines les plus variés, de l'immigration aux droits de la personne en passant par les relations avec les États-Unis.

M. Kinsman, 62 ans, confie que c'est son idéalisme pearsonien, « le sentiment de pouvoir rendre le monde meilleur », qui l'a incité à entrer au service diplomatique canadien à l'âge de 24 ans. Ces valeurs ont continué de l'animer et de guider ses convictions quant au rôle du Canada dans le monde du XXI^e siècle.

« Je suis humaniste et internationaliste, soucieux de la communauté mondiale, ce qui est la vocation du Canada », explique ce Montréalais d'origine. « Je crois à une approche multilatérale des problèmes mondiaux. Ces problèmes ont changé depuis mon premier séjour à Bruxelles en 1968, mais il reste la nécessité de trouver un système mondial, une stratégie mondiale et des instruments mondiaux qui fonctionnent. »

C'est l'approche que M. Kinsman allait suivre dans ses interactions quotidiennes, au cours de ses affectations en Algérie, à New York, à Washington et, depuis 12 ans, en Europe comme ambassadeur à Moscou et à Rome et comme haut-commissaire à Londres. À Moscou, où il a exercé ses fonctions dans la période tumultueuse de l'après-soviétisme, de 1993 à 1996, il a instauré une nouvelle ouverture dans les relations des fonctionnaires canadiens avec la population russe en révoquant une politique qui datait de la guerre froide et qui interdisait aux Russes employés à la mission, et même aux conjoints russes de citoyens canadiens, l'entrée du Canada Club, au sous-sol de l'ambassade.

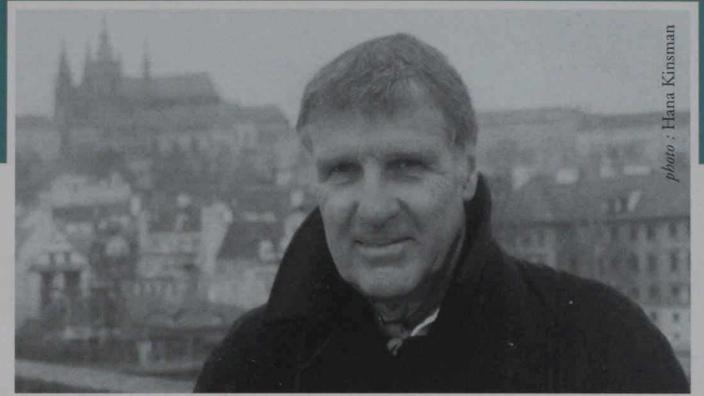


photo : Hana Kinsman

« Il fallait montrer aux Russes, sur le plan humain, que nos rapports avec eux n'étaient pas des rapports de maîtres à esclaves, affirme-il. Il ne s'agissait pas de leur donner accès aux dossiers secrets, mais il n'y avait pas de mal à les laisser prendre un verre avec nous. »

Il a été conforté dans sa volonté de manifester l'ouverture de l'Occident par les expériences de sa femme Hana, réfugiée de la Tchécoslovaquie alors sous la domination soviétique, qui reconnaît avoir pleuré toutes les nuits pendant deux mois quand M. Kinsman a été affecté à Moscou, mais qui, une fois sur place, y a vécu une expérience enrichissante et attachante. Ces liens avec la République tchèque sont utiles à M. Kinsman aujourd'hui, l'aidant à mieux comprendre les 10 nouveaux membres de l'Union européenne, anciens pays du Pacte de Varsovie pour la plupart.

Pour lui, l'Union européenne est « une œuvre en cours d'élaboration, comme un paysage qui se transforme constamment ». Il est convaincu que l'Union élargie, avec ses 450 millions d'habitants, crée des occasions énormes pour le Canada, tant en raison de la richesse de l'Europe que du nouveau jour sous lequel le Canada est perçu. Il voit son rôle principal comme celui de communicateur, ayant pour mission d'attirer au Canada une plus grande part des investissements de l'Union européenne en Amérique du Nord.

« Quand nous avons essayé de « gagner » l'Europe, au temps de ma première affectation, ça n'a pas marché. Le Canada ne se faisait pas vraiment remarquer. Aujourd'hui, ça marche, parce que nous nous sommes fait une réputation en Europe par notre rendement économique, notre rendement budgétaire et notre attachement au multilatéralisme. »

Le développement économique et social au Canada est considéré en Union européenne comme un heureux compromis entre, d'une part, le sens européen de la responsabilité sociale et, d'autre part, la suprématie totale du marché que les Européens observent aux États-Unis.

« Les Européens veulent étudier nos modes de gestion, dit-il, parce qu'ils se rendent compte de plus en plus que nous gérons plutôt bien. » 🍁

Pour de plus amples informations sur la mission du Canada auprès de l'Union européenne, consulter www.maeci-dfait.gc.ca/canadaeuropa/UE.

L'ambassadeur Jeremy Kinsman sur le pont Charles, à Prague : « Nous vivons dans un paysage changeant. »

COMME LES AUTRES NOUS VOIENT

Des paysages du Groupe des sept aux mises en scène d'avant-garde de Robert Lepage, les arts et la culture présentent et font apprécier le Canada au reste du monde.

Quand Lilian Nattel, de Toronto, a mis le point final au manuscrit de son premier roman, il y a six ans, l'ouvrage est paru en éditions néerlandaise, allemande et britannique en même temps qu'au Canada.

Évoquant la vie des ancêtres de l'auteure dans un village d'Europe de l'Est, *The River Midnight* est rapidement devenu un succès de librairie en Union européenne, selon une formule à la fois très personnelle et bien canadienne.

L'œuvre de Nattel est typique des productions culturelles canadiennes qui trouvent une forte résonance outre-Atlantique. Le cinéaste Atom Egoyan, le metteur en scène multimédia Robert Lepage, le visualiste Jeff Wall et l'auteure Margaret Atwood font des vagues en Europe avec des œuvres person-

nelles, souvent insolites, toujours résolument canadiennes.

Les personnalités culturelles sont importantes pour l'image de marque du Canada dans le monde et particulièrement en Europe. Sur un continent aussi imprégné des arts, la crédibilité du Canada dans l'arène culturelle renforce tous les aspects de ses relations internationales.

« La plupart des étrangers ont

une vision très positive du Canada, souvent une vision sur fond de lacs et de montagnes. Mais nos créations artistiques



Marie-Josée Croze interprète Celia et David Alpay joue le rôle de Raffi dans un film d'Atom Egoyan, *Ararat*.

sophistiquées, innovatrices et ultramodernes leur révèlent une dimension beaucoup plus profonde de notre pays », déclare Michael Brock, directeur général des Relations culturelles internationales à Affaires étrangères Canada, à Ottawa.

De toute évidence, les Européens trouvent un certain nombre de ressources utiles sur le plan intellectuel dans les produits culturels canadiens. Le multiculturalisme, par exemple, est une grande préoccupation sociale et politique dans plus d'un pays en mutation rapide de l'Union européenne. Le Canada est largement reconnu pour le rôle de mentor qu'il joue à ce sujet et dont témoignent pratiquement tous ses romans urbains et ses troupes de danse qui rejoignent un public européen.

« Le Canada est un pays où les gens essaient consciemment d'évoluer et de s'accorder avec les autres d'une manière civilisée, humaine », affirme Harmut Lutz, président du département d'études nord-américaines à l'Université de Greifswald en Allemagne et actuellement chercheur invité à l'Université d'Ottawa.

Les échanges universitaires, les conférences de sociétés savantes et les forums éducatifs sont d'importants modes de diffusion de la culture canadienne et en favorisent l'étude. Il y a quelque 2 700 canadianistes en Europe, et plus d'une centaine d'universités européennes présentent des programmes d'études canadiennes. Mais les spectateurs européens qui s'émerveillent devant un numéro du cirque québécois Éloize contribuent aussi à faire connaître et respecter la culture canadienne.

« Tout le monde y gagne quand nous nous faisons connaître par nos artistes, et pas seulement par les vedettes », affirme John Lambert, impresario du Cirque Éloize et d'autres compagnies, comme le théâtre de marionnettes Ronnie Burkett. « Ça aide à faire comprendre qui nous sommes. »

M. Lambert peut, en observant les artistes éclectiques qu'il affectionne, voir les messages qu'ils véhiculent. « Le



photo : avec la permission de Big Picture Media Corporation

The Corporation de Mark Achbar et de Jennifer Abbott

Canada est un jeune pays, moins attaché que d'autres aux définitions traditionnelles de la forme, fait-il remarquer. Le genre d'œuvres que nous produisons mêle souvent les formes d'expression pour donner une espèce de cocktail, qui est canadien. »

Le Canadien Robert Lepage, décorateur-metteur en scène d'opéras, de pièces de théâtre, de films et d'autres médias, est un exemple parfait d'artiste qui mélange les genres; il a d'ailleurs reçu certaines des distinctions européennes les plus prestigieuses, dont, tout récemment, le prix danois Hans Christian Andersen pour sa pièce basée sur le conte d'Andersen *La Dryade*.

Le Man Booker Prize, l'un des prix de littérature en langue anglaise les plus prestigieux du monde, a choyé le Canada. Douze titres d'auteurs canadiens sont parvenus à être mis en lice pour ce prix, et trois l'ont décroché : *The English Patient* de Michael Ondaatje, *The Blind Assassin* de Margaret Atwood et *Life of Pi* de Yann Martel.

Cette reconnaissance est précieuse, non seulement pour les artistes qui en bénéficient, mais aussi pour l'ensemble des intérêts du Canada. « Les autres pays nous jugent d'après notre culture et nos valeurs », estime Renetta Siemens, directrice de la Promotion des arts et des industries culturelles à Affaires étrangères Canada. « Ce jugement influe sur nos relations avec eux dans les domaines de la politique, du commerce et de la sécurité. »

L'édition canadienne se distingue en Europe depuis quelques années, ayant fait sensation notamment aux salons du livre de Turin et de Belgrade. Des romanciers comme Rohinton Mistry et Anne Michaels sont bien présents à l'étranger, certes, mais même les ouvrages généraux canadiens, sur des sujets comme l'environnement, font des percées remarquables, selon Rob Sanders, éditeur de Greystone Books à Vancouver. « Ces ouvrages généraux dégagent de plus en plus la confiance, une confiance mûrissante. »

Les ventes de produits culturels sont vitales, mais elles ne disent pas tout. Les Canadiens sont fiers de leurs vedettes de la musique populaire, telles Céline Dion, Shania Twain et Diana Krall, mais des artistes qui font beaucoup moins recette ont souvent une influence considérable.

« Ce sont nos cinéastes les plus artistiques qui voyagent bien en Europe », remarque Cam Haynes, directeur du

Festival international du film de Toronto. « Pas les succès financiers, mais les succès d'estime. »

Egoyan, dont l'œuvre ésotérique lui a valu le titre de Chevalier des arts et des lettres du gouvernement français, est un exemple évident, bien que même un réalisateur disposant de gros budgets comme David Cronenberg rapporte beaucoup plus sur le plan de l'influence esthétique que sur celui des bénéfices. Entre autres exemples de cinéastes canadiens qui se sont illustrés à l'étranger, citons Denys Arcand, dont le film *Les invasions barbares* a remporté un Oscar, de même que Mark Achbar et Jennifer Abbott, dont le film *The Corporation* a obtenu le Sundance Documentary Award.

L'art traditionnel du Canada joue aussi un rôle important et a encore une valeur iconique pour présenter une image du Canada sur la scène internationale. Le Groupe des sept, avec ses paysages, reste le groupe d'artistes le plus connu, qui fait le plus monter les enchères. Mais des œuvres contemporaines d'artistes comme Jeff Wall, de Vancouver, Janet Cardiff, née à Lethbridge, en Alberta, ou encore Tom Hopkins, de Montréal, dont les œuvres ont été récemment exposées à la foire Europ'Art 2004 de Genève, touchent profondément les nouvelles générations d'Européens. »

Selon Olga Korper, propriétaire d'une galerie d'art de Toronto qui représente des talents canadiens émergeant à l'étranger, notamment l'artiste en installation Angela Grauerholz et la photographe Lynne Cohen, le fait que cet excellent art contemporain soit réalisé au Canada fait de nous un pays civilisé, cultivé.

Un pays cultivé, et qui sait toucher les imaginations outre-Atlantique. « Nos films peuvent être distinctement canadiens, souligne Haynes, et dire aussi quelque chose de signifiant aux Européens. »

Consulter la page www.maccidfait.gc.ca/arts pour en savoir plus sur le programme Arts et industries culturelles d'Affaires étrangères Canada.

Margaret Atwood



Delicate Balance de Tom Hopkins : Les œuvres contemporaines interpellent fortement la nouvelle génération d'Européens.

Le spectacle Nomade du Cirque Éloize

DE VIEUX AMIS ET DE NOUVELLES FRONTIÈRES



Guy Gendron à Paris : « Le Canada est perçu ici mieux qu'un allié : un frère. »

Guy Gendron, 47 ans, est correspondant du *Téléjournal* de Radio-Canada en Europe. Reporter à la télévision depuis 1979, il a été en poste à Sherbrooke (Québec), Regina, Toronto, Ottawa, Washington (D.C.) et Paris, depuis 2001. Alors que l'Union européenne poursuit son expansion historique, *Canada — Regard sur le monde* a recueilli son point de vue sur l'avenir des relations entre le Canada et l'Europe.

C'est une chose à laquelle je ne m'attendais pas lorsque je suis arrivé à Paris, il y a trois ans. Bien sûr, je connaissais les liens historiques qui unissent la France et le Canada — le Québec en particulier — mais je ne réalisais pas à quel point ils étaient devenus des liens d'amitié tournés vers l'avenir.

Ma dernière entrevue me l'a encore rappelé. C'était avec une dame née pendant la deuxième guerre mondiale de parents inconnus, un de ces 200 000 présumés « enfants de Boches » que la France a ignorés — pour les plus chanceux d'entre eux — et le plus souvent méprisés. « C'est bien parce que vous êtes du Canada que j'ai accepté », m'a-t-elle dit avant d'ajouter : « car vous avez encore du cœur, chez vous ».

Évidemment, aucun pays n'a le monopole du « cœur », mais combien de fois en sillonnant l'Europe m'est-il arrivé de rencontrer ce même « préjugé » qui joue en notre faveur? Sans passé colonial et sans ambition dominatrice, mais plutôt avec une histoire de solidarité désintéressée illustrée par sa participation aux deux grandes guerres du siècle dernier, le Canada est perçu ici mieux qu'un allié : un frère.

Au moment où l'Europe repousse ses frontières vers l'Est avec son

élargissement de 15 à 25 pays membres, qu'est-ce que cela représente pour le Canada? D'abord — et il faut s'en réjouir — l'aboutissement de ce pour quoi tant de nos soldats ont sacrifié leur vie. L'ambassadeur du Canada auprès de l'Union européenne, Jeremy Kinsman, est bien placé pour en parler. Il a commencé sa carrière diplomatique en 1968 à Bruxelles. Il se souvient des bâtisseurs du rêve européen de l'époque, qu'il côtoyait tous les jours, des gens de 40 ou 50 ans, témoins ou acteurs des horreurs de la guerre qui avait déchiré leur continent. Ils s'étaient juré, comme d'autres, « plus jamais ça ».

« Ils ont réussi », me disait d'un air admiratif monsieur Kinsman à quelques jours de l'entrée dans l'Union des 10 nouveaux adhérents. « Les gens disent que l'élargissement termine la guerre froide; c'est vrai. Mais surtout, ça met fin aux guerres du xx^e siècle en Europe. »

On imagine facilement qu'il faudra plusieurs années pour que la grande famille européenne apprenne à fonctionner à 25. Sans compter qu'on parle déjà d'allonger la liste, toujours plus vers l'Est. L'Europe ne risque-t-elle pas de s'isoler, trop occupée à gérer les tensions internes qui ne manqueront pas de se manifester? Sans doute, d'autant plus qu'avec ses 20 langues officielles,

l'Union européenne aura du mal à parler d'une seule voix!

Et du point de vue commercial, la constitution d'un bloc de 450 millions d'habitants ne risque-t-elle pas de conduire l'Europe à se replier sur elle-même pour mieux digérer l'intégration économique de ses nouveaux membres, en moyenne deux fois moins riches? Peut-être, mais le Canada aurait tort de ne pas y voir aussi une chance à saisir. Que l'on pense à ce qu'étaient l'Italie, l'Espagne ou l'Irlande avant leur entrée dans l'Union. Ceux qui y ont cru à l'époque et y ont investi récoltent aujourd'hui les fruits de la prospérité.

Est-ce que l'avenir réserve le même sort à la Lituanie et à la Pologne? Il n'y a bien sûr aucune garantie. Mais l'occasion est là et nos amitiés dans la « vieille Europe » peuvent ouvrir bien des portes, d'autant plus que nous jouissons du préjugé favorable qui continue de nous être associé.

L'ancien premier ministre, Jean Chrétien, s'amusait souvent à dire lorsqu'il faisait la promotion du Canada à l'étranger : « *We are North Americans but we are not Americans.* » Et en Europe, particulièrement ces jours-ci, c'est un atout non négligeable. ♣

LES NOUVELLES TENDANCES EN COMMERCE

Des entreprises canadiennes et européennes franchissent l'Atlantique, percent les marchés et créent des synergies.

En 2001, lorsque leur employeur allemand, la société Keiper Ltd., a décidé d'implanter une usine à London (Ontario), Jochen Bohlander et Stefanie Weeber ont eu la chance d'élargir leurs horizons. La société les a envoyés visiter le nouvel emplacement de l'usine par une semaine glaciale de décembre pour s'assurer qu'ils s'engageraient à passer au moins trois ans loin de leur pays. M. Bohlander se souvient : « C'était froid et gris. Nous n'avons pas été trop impressionnés. » Malgré tout, le couple a fait le saut. Deux ans plus tard, il ne regrette rien, et la société Keiper non plus.

C'est un contrat portant sur la fourniture de structures de sièges destinées à des modèles de DaimlerChrysler nord-américains qui a amené Keiper à London. L'entreprise prévoit finir par employer 375 travailleurs, presque tous canadiens, et elle donnera à des fournisseurs canadiens du travail pour des millions de dollars. Avec une implantation en Amérique du Nord, elle est à même d'y solliciter plus efficacement des contrats.

« Nous avons trouvé à London de nombreux fournisseurs, une bonne infrastructure et des travailleurs instruits, fait remarquer Uwe Schorpp, directeur général et vice-président des opérations chez Keiper. Ce sont de solides assises pour bâtir l'entreprise. »

Keiper est l'une des quelque 650 sociétés allemandes qui ont des activités au Canada. Elles amènent avec elles du personnel allemand, mais elles emploient plus de 100 000 Canadiens à environ 1 500 endroits au Canada : bureaux, installations de production sur le terrain et centres de recherche-développement. Beaucoup sont au Canada depuis longtemps, comme le géant des

communications Siemens, mais environ 200 ont ouvert leurs portes ces dix dernières années. Ce mouvement s'inscrit dans une tendance qui veut que les entreprises européennes s'établissent et vendent à l'intérieur du Canada au lieu d'exporter leurs produits vers le Canada.

Rick McElrea, directeur des Programmes d'investissement à Commerce international Canada, estime que Keiper est un bel exemple d'entreprise qui s'implante au Canada pour approfondir les liens avec ses clients et mieux exploiter la position acquise par l'exportation. Le travail de M. McElrea consiste à inciter les investisseurs au Canada à étendre leurs opérations et à attirer des entreprises chez nous. « Nous ne faisons pas valoir le Canada comme un pays à faible coût d'implantation, mais comme un endroit idéal pour profiter de l'ALENA et établir une entreprise. »

Detlef Engler, agent principal des investissements à l'ambassade du Canada à Berlin, signale que l'échange d'investissements étrangers directs se fait dans les deux sens, entre l'Amérique du Nord et l'Europe, favorisant des synergies qui transcendent les frontières et les secteurs d'activité : « Des entreprises européennes concurrencent avec succès des entreprises nord-américaines sur leur propre territoire. Et des entreprises nord-américaines en font autant en Europe. »

Les entreprises canadiennes font des exportations d'environ 19 milliards de dollars par année en Union européenne, mais les ventes que réalisent en Europe des sociétés affiliées appartenant à des intérêts canadiens sont de quatre à cinq fois plus importantes. Grâce à ses usines du Québec et de l'Allemagne, par exemple, le géant canadien de l'aluminium, Alcan Inc., fournit la quasi-totalité du métal dont ont besoin les fabricants d'automobiles européens BMW et Audi. L'expansion de l'Union européenne, qui passe de 15 à 25 pays,

créé un marché encore plus important. Un fabricant canadien de pièces d'automobile, Linamar Corp., a déjà ouvert cinq usines en Hongrie,

l'un des nouveaux membres de l'Union.

Par ailleurs, à London, le déménagement au Canada n'a eu que du bon pour Jochen Bohlander et Stefanie Weeber. Ils ont acheté une maison et espèrent prolonger leur séjour chez nous. 🍁

Pour être au fait des dernières nouvelles sur l'investissement et le commerce auprès de l'Europe, consultez les numéros des 2 et 15 juillet de *CanadExport*, publication bimensuelle de CICA portant sur l'investissement et le commerce. En ce qui concerne l'Europe, on peut consulter les anciens numéros et les archives de *CanadExport* à www.maeci-dfait.gc.ca/canadexport.



Investissement transatlantique : Des sociétés européennes viennent s'implanter au Canada pour renforcer leurs liens avec des clients importants et pour élargir leur bassin d'exportation.

Le commerce et l'investissement

Pour approfondir leurs relations, le Canada et l'Union européenne se sont entendus sur les principes d'un Accord visant à renforcer le commerce et l'investissement (ARCI), initiative ambitieuse et visionnaire qui répondra aux nécessités de l'heure, envisagera les défis de l'avenir et favorisera l'intensification du commerce et de l'investissement.

Conjugué aux résultats de l'OMC obtenus dans le cadre du cycle de négociations multilatérales de Doha, l'ARCI offrira des avantages concrets aux gens d'affaires et aux consommateurs tant au Canada qu'en Europe. Les négociations sur l'ARCI commenceront cette année.

Pour en savoir plus sur l'ARCI ou pour rester au courant des négociations, consulter www.maeci-dfait.gc.ca/tna-nac/EU-fr.asp.

LA PROTECTION DES GENS ET DES FRONTIÈRES

Du trafic de personnes au terrorisme international, les menaces à la sécurité rapprochent le Canada et l'Europe.

Les autorités des deux côtés de l'Atlantique ont un problème délicat à résoudre : comment intensifier les mesures de sécurité pour lutter contre le terrorisme et la criminalité organisée sans brimer les droits de la personne et les libertés civiles?

À leur dernier sommet, à Ottawa, après un débat d'autant plus poignant

qu'il avait eu lieu au lendemain des attentats de Madrid, le Canada et l'Union européenne se sont engagés à coopérer plus étroitement dans les dossiers de la sécurité internationale, de la gouvernance mondiale à la lutte antiterroriste en passant

par la justice et les affaires intérieures.

Au Canada comme en Europe, les forces de sécurité cherchent les meilleurs moyens d'endiguer les migrations illégales et le trafic des personnes, tout en encourageant la circulation légitime de gens d'un pays à l'autre.

« Il faut faire en sorte qu'il soit difficile pour les personnes et les biens de franchir illégalement les frontières, mais faciliter en même temps la circulation des personnes et des biens légitimes », explique Peter Bates,

directeur adjoint de la Direction du crime international et du terrorisme à Affaires étrangères Canada.

Les autorités collaborent en particulier pour tenter de mettre fin à l'introduction clandestine de migrants, qui consiste à faire entrer illégalement des gens dans un pays contre paiement d'une somme d'argent, et au trafic international des personnes, dans lequel des gens sont incités par abus de confiance à se rendre dans d'autres pays, légalement ou non, où ils sont ensuite soumis à diverses formes d'exploitation sexuelle et de travail forcé.

Le Canada, notamment par l'intermédiaire de la GRC, collabore avec des partenaires canadiens et étrangers pour faire cesser cette circulation illégale de personnes en collectant, diffusant et produisant des renseignements qui permettent de mieux détecter et de mieux prévenir les délits et d'enquêter à leur sujet.

« Le trafic de personnes est reconnu comme un crime en augmentation dans le monde », précise le surintendant John Ferguson, directeur de la Sous-direction des questions d'immigration et de passeport de la GRC, qui s'occupe de sécurité de la frontière et de lutte contre la criminalité organisée pour ce qui concerne l'introduction clandestine de migrants et le trafic des personnes au Canada. « Il y a un facteur humain considérable. Des gens sont physiquement agressés, intimidés ou menacés. Il faut les protéger. »

Parce que l'introduction illégale de migrants et le trafic de personnes consistent à faire passer la frontière à des gens, leur répression va de pair avec la lutte contre le terrorisme, explique le surintendant Ferguson.

« Dans le monde entier, les migrations illégales de personnes rapportent des profits énormes aux criminels organisés.

Elles présentent aussi de grands risques pour tous les pays touchés, dit-il, parce que ceux qui participent à des activités terroristes peuvent emprunter les mêmes chemins pour s'introduire dans d'autres pays illégalement... Il faut fermer ces chemins. »

Entre autres activités, le Canada collabore à des enquêtes en vertu de divers accords au niveau national et international et a lancé des campagnes d'information dans les pays d'origine des victimes du trafic de personnes, dans le cadre desquelles on a diffusé notamment une publicité percutante signalant qu'on fait du « commerce d'êtres humains au Canada ».

Le Programme de partenariat Canada-Union européenne définit divers domaines où les forces de sécurité de part et d'autre de l'Atlantique veulent resserrer leur coopération, notamment pour améliorer leurs échanges d'informations stratégiques, tactiques, techniques et opérationnelles en vue de lutter contre l'immigration clandestine.

« La criminalité se joue des frontières, affirme Peter Bates. Le terrorisme international, l'introduction d'immigrants clandestins et bien d'autres formes de criminalité transnationale sont d'envergure mondiale et réclament des solutions mondiales. »

Pour de plus amples informations sur les questions de sécurité traitées au Sommet Canada-UE, voir www.maecidfait.gc.ca/canadaeuropa/EU/partnership_agenda-fr.asp.

Afin d'en savoir plus sur ce que fait la GRC pour assurer la sécurité, visiter www.grc.gc.ca.

Le commerce d'êtres humains au Canada?

LA RÉPONSE VOUS BOULEVERSERÀ.

Chaque année, des personnes comme Sonia sont contraintes, par la force ou par la force, à une existence misérable - vendues comme prostituées, enfermées dans des usines clandestines, obligées de travailler pour un salaire de famine ou pour rien du tout. Ce sont des victimes de la traite des personnes.

LA TRAITÉ DES PERSONNES EST UN CRIME GRAVE.

LA SCIENCE, ŒUVRE COMMUNE

Les savants du Canada et de l'Union européenne collaborent dans des secteurs de pointe

Quelque 50 000 Canadiens et Canadiennes sont victimes chaque année d'accidents cérébrovasculaires, ou ACV. Des scientifiques canadiens et allemands collaborent actuellement pour tenter de mieux comprendre cette affection invalidante du cerveau, due à la rupture de vaisseaux sanguins ou à la réduction de la circulation sanguine.

Dans le cadre d'un partenariat international entre le Conseil national de recherches du Canada (CNRC) et l'Institut de pharmacologie moléculaire de Berlin, une équipe de chercheurs étudie de nouveaux moyens de prévenir et de circonscrire les dommages causés par les ACV.

En ce qui a trait à la découverte des propriétés des vaisseaux sanguins du cerveau lors des ACV, la D^{re} Danica Stanimirovic, neurologue à l'Institut des sciences biologiques du CNRC, affirme que les scientifiques conjuguent leur expertise en protéomique et en génomique, techniques permettant de comprendre les changements que subissent les gènes des organismes malades. Leurs résultats pourraient aider à prévenir les ACV et, lorsque ceux-ci ont déjà eu lieu, à rétablir la circulation dans les vaisseaux touchés.

« Ensemble, nous pouvons brosser un tableau plus complet des changements dynamiques qui interviennent dans le cerveau, explique-t-elle. Nous échangeons des capacités techniques et une expertise très spécialisées : un bon mariage. »

Pour David Stevenson, conseiller principal au Bureau des relations internationales du CNRC, les travaux de la D^{re} Stanimirovic illustrent l'essor de la collaboration entre experts scientifiques du Canada et de l'Europe, qui con-

solide la recherche des deux côtés de l'Atlantique, évite les recoupements et met en commun expertise, connaissances et équipement.

« En réunissant les experts, on double, on triple ou on quadruple même les investissements et les résultats et on raccourcit les délais, affirme-t-il. La collaboration fait avancer la connaissance scientifique et accélère la commercialisation. Sans compter, bien entendu, que les bonnes relations scientifiques débouchent souvent sur des occasions d'affaires pour les entreprises canadiennes. »

Le CNRC a négocié cinq accords de recherche-développement avec le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, l'Espagne et la République tchèque. Parmi les 42 projets financés conjointement en vertu de ces accords, on remarque des travaux en collaboration avec des scientifiques français sur une nouvelle génération de matériaux semi-conducteurs et avec des scientifiques espagnols en bio-informatique, fusion de l'informatique et de la biotechnologie.

Le programme de partenariat adopté d'un commun accord au récent sommet Canada-Union européenne d'Ottawa en mars dernier souligne l'importance de mieux faire connaître les possibilités de collaboration et de former des partenariats en science-technologie.

Par l'intermédiaire de Commerce international Canada (CICan), le Canada a conclu quatre accords de coopération scientifique et technologique avec la France, l'Allemagne, le Japon et l'Union européenne. Depuis 1996, il est lié avec cette dernière par un accord qui encourage la création d'équipes de scientifiques canadiens et européens pour des projets de recherche multinationaux étalés sur plusieurs années.

Les principaux domaines où le Canada collabore avec l'Europe sont la biotechnologie, et plus particulièrement



photo : Maria Moreno et Tom Deveser/ISB-CNRC

photo : Tom Deveser/ISB-CNRC

la santé et les applications de la génomique (le domaine où travaille la D^{re} Stanimirovic), les technologies d'information, les matériaux intelligents et les nouveaux procédés de production, l'aéronautique et l'espace, la salubrité des aliments et les risques sanitaires ainsi que le développement durable.

Le programme de CICan renforce les capacités du Canada en science-technologie, venant en aide aux collaborateurs des universités, des instituts de recherche et des ministères et organismes publics à vocation scientifique jusqu'à ce qu'ils puissent commercialiser leurs résultats. Les conseillers scientifiques et technologiques de certaines missions du Canada en Europe se tiennent au courant des projets scientifiques dans leurs pays hôtes et y font la promotion des partenariats de recherche avec le Canada.

« Il faut qu'on sache que l'économie canadienne n'est pas seulement basée sur les ressources », affirme Walter Davidson, physicien nucléaire et administrateur au CNRC, qui a constaté la valeur de la collaboration transatlantique lorsqu'il était conseiller scientifique et technologique à l'ambassade du Canada en Allemagne, dans les années 1990. « En deux mots, j'avais pour mission de présenter le Canada comme un pays avancé sur le plan de la science et de la technologie, avec lequel il est avantageux de coopérer. »

Pour se renseigner sur le CNRC, voir www.cnrc.gc.ca. Visiter www.infoexport.gc.ca/science pour en savoir plus sur la Direction de la science et de la technologie de CICan.

La neurologue Danica Stanimirovic : Les échanges de compétences et de moyens technologiques « peuvent contribuer à nous donner un tableau plus complet des changements dynamiques dans le cerveau ».

SOUVENIRS DE GUERRE

Les conflits du siècle dernier ont encore des échos dans les relations étroites qui unissent le Canada et l'Europe aujourd'hui.

À bord des navires qui s'approchaient de la côte de Normandie cette nuit-là, la mer houleuse et la perspective d'un débarquement sur une plage pilonnée par l'artillerie lourde donnaient des haut-le-cœur à plus d'un soldat.

Les 15 000 hommes de la 3^e division d'infanterie canadienne savaient tous qu'ils vivaient des heures fatidiques. Ils appartenaient à la plus grande force d'invasion amphibie jamais réunie : plus de 5 000 navires qui à l'aube allaient tenter de reprendre l'Europe à l'Allemagne nazie.

« Les bateaux étaient si rapprochés qu'on aurait presque pu sauter de l'un à l'autre », rappelle Bruce Evans, 81 ans, un fils d'agriculteur de Woodbridge, en Ontario, qui était spécialiste en artillerie au régiment

blindé des 1^{er} Hussars au début de la campagne, le 6 juin 1944, lors de ce qu'on a appelé « opération Overlord ».

Frappé ce matin-là sur Juno Beach par un obus de mortier allemand dont

il garde encore aujourd'hui un éclat dans l'épaule, Evans allait se rétablir à temps pour participer aux batailles subséquentes où le Canada jouerait un rôle majeur, surtout aux Pays-Bas.

La cicatrisation a été plus longue pour Phil Neis, 82 ans. Ayant été parmi les premiers à gagner la plage, il allait être incapable de parler durant des années, même à ses enfants, du carnage où périrent 359 Canadiens ce jour-là, dont plusieurs de ses camarades des Winnipeg Rifles, qui furent capturés et sommairement exécutés.

« C'est quelque chose qu'on ne voulait pas se rappeler, mais on ne pouvait pas en chasser le souvenir », raconte Neis, un ancien du 12th Field Regiment de Fort Saskatchewan, près d'Edmonton, qui est retourné en Normandie en 2000 sur les instances de sa famille. « C'est ce que j'aurais dû faire il y a des années », confesse-t-il.

Sacrifices et réjouissances, pertes personnelles et victoire nationale, ce sont les thèmes contraires et pourtant indissociables des événements qui ont mis fin au plus grand conflit du siècle

dernier, qui ont encore des échos dans les relations étroites qui unissent le Canada et l'Europe aujourd'hui.

Les grandes fêtes du 60^e anniversaire du jour J et de la bataille de Normandie, qui seront célébrées en France, au Canada et dans le monde en juin, seront suivies de cérémonies marquant notamment la campagne d'Italie et la libération des Pays-Bas.

Sur le million de Canadiens alors enrôlés dans les forces armées, beaucoup ont joué un rôle crucial dans tous ces événements. On porte encore aujourd'hui au Canada une gratitude vivace en France, en Belgique, en Grande-Bretagne et particulièrement aux Pays-Bas, où le lieutenant-général canadien Charles Foulkes a accepté la capitulation des forces d'occupation allemandes le 5 mai 1945.

Débarquement de Normandie : l'importance du débarquement n'a pu échapper à aucun des soldats.



Le caporal Bruce Evans en décembre 1944, à 21 ans.





photo : Anciens Combattants Canada

Le nouveau Centre Juno Beach du Canada à Courseulles-sur-Mer (Normandie).

Leur participation aux campagnes de Normandie, de Sicile, de Rhénanie et d'ailleurs a été vitale, mais les Canadiens ont conquis une place privilégiée dans le cœur des Néerlandais.

Les écoliers néerlandais nés un demi-siècle après la guerre peuvent nommer les régiments canadiens qui ont libéré leur ville, d'ajouter Martin van Denzen, qui anime une émission radio en langue néerlandaise à Toronto et a pour voisin un ancien combattant canadien. « Le 5 mai, raconte-t-il, je suis allé trouver mon voisin et lui ai donné l'accolade en disant : "Merci beaucoup". »

Chez les Canadiens aussi, les souvenirs de la guerre restent vivants, et les cérémonies qui marqueront le 60^e anniversaire du jour J et des campagnes d'Italie et des Pays-Bas seront les plus importantes jamais organisées. « Je n'en reviens pas que ces grandes fêtes d'anniversaire aient duré si longtemps », s'étonne Bruce Evans.

Et pourtant, on s'attend généralement à ce que les manifestations de cette envergure ne se répètent plus. « Vu l'âge de nos anciens combattants, c'est probablement la dernière grande occasion », estime Maude Desjardins, conseillère principale en communications à Anciens Combattants Canada, à Charlottetown.

Il ne fait aucun doute que les anciens combattants encore vivants rendent plus concrets le passé ainsi que les liens entre le Canada et l'Europe. Dans le cadre des célébrations de cette année, le Projet Mémoire de l'Institut du Dominion, soutenu par Anciens Combattants Canada, envoie 1 000 anciens

combattants canadiens dans des écoles de toutes les régions du pays parler de leur expérience de la guerre aux élèves. « Notre objectif est de mieux faire connaître l'histoire du Canada », souligne Rudyard Griffiths, 34 ans, cofondateur de l'Institut du Dominion. « Étant une organisation de jeunes, nous sommes bien placés pour savoir qu'il faut accorder plus d'importance à l'histoire du Canada dans les programmes scolaires. »

Alors que l'Institut crée des courants d'éducation au pays, le Canada perpétue le souvenir des événements sur le terrain, un peu partout en Europe occidentale, avec des aménagements de grande envergure comme le Monument commémoratif du Canada à Vimy.

Le Centre Juno Beach, à Courseulles-sur-Mer, en Normandie, récemment créé par le Canada avec une importante contribution financière de la France, est un apport majeur au réseau des mémoriaux permanents. Le Centre attend quelque 60 000 visiteurs cette année, dont des groupes d'écoliers du Canada, de France et de toute l'Europe.

« Il n'y a pas de meilleur endroit pour enseigner, fait remarquer Xavier Paturel, Canadien âgé de 28 ans, gestionnaire de projet du Centre qui, avec son épouse et collègue Laura Paturel, a été guide étudiant au monument de Vimy et constate la force du souvenir au Centre Juno Beach. « Nous avons des bunkers allemands à notre porte. Nous avons des guides bien informés. Nous employons des vidéos, des films et des archives et nous laissons

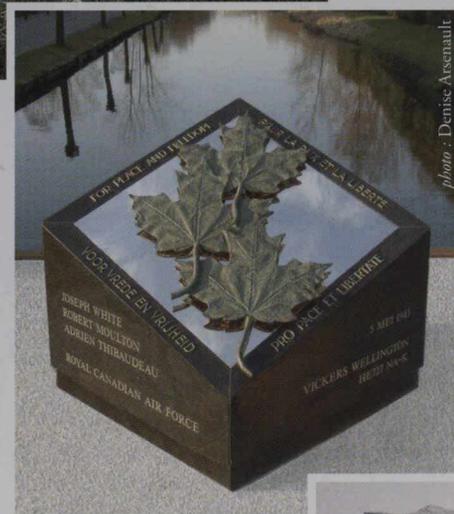


photo : Denise Arsenault

Un monument de Wilnis (Pays-Bas) rappelle le souvenir des Canadiens qui sont morts dans l'écrasement du bombardier Vickers Wellington, abattu par les nazis le 5 mai 1943.

les enfants manipuler les objets. »

Alors, à l'endroit exact sur le littoral français où l'histoire moderne a pris un tournant décisif vers le triomphe de la démocratie, un drapeau canadien flotte, et des Européens de toutes les générations se rappellent les victoires et les sacrifices de leurs libérateurs venus d'un pays lointain. 🍀



photo : Jan Reavers

Un monument de Rha, aux Pays-Bas, honore la mémoire de huit Canadiens tués au combat.

Apprenez-en davantage sur le Projet Mémoire de l'Institut du Dominion à www.leprojetmemoire.com et sur le programme Le Canada se souvient à www.vac-acc.gc.ca/remembers_f.

LES VOYAGES QUI FORMENT LA JEUNESSE

Les programmes d'échanges pour les jeunes entre le Canada et l'Europe font recette.

Durant son adolescence à Great Village (Nouvelle-Écosse), Bryson Johnson avait tracé mentalement un plan de ses ambitions dans la vie : voir un match des Maple Leafs de Toronto à domicile, voyager un peu en Amérique du Nord et se lancer en politique.

Mais ses projets ont pris une tournure inattendue en 2000 quand, à l'âge de 26 ans, il s'est inscrit pour un an à un programme d'échanges de jeunes entre le Canada et la Suède. Quatre ans plus tard, il enseigne dans une école primaire, à Stockholm, d'où il assiste en périphérie à l'élargissement historique de l'Union européenne.

Il s'étonne encore de constater à quel point l'expérience de la vie et du travail outre-atlantique lui a ouvert les yeux sur le monde, tout en lui faisant mieux apprécier le Canada.

« Je voudrais bien pouvoir revenir en arrière et parler à celui que j'étais à 17 ans, lui dire tout ce qu'il y a à voir dans le monde, a-t-il confié. C'est une époque formidable pour vivre en Europe. »

En effet, l'Europe est un secret bien gardé, mais le Canada veut le partager avec les 18 à 35 ans.

Les échanges

Le Canada et l'Europe tiennent à favoriser les contacts entre les jeunes en multipliant pour eux, soit au moyen d'accords bilatéraux ou d'un choix plus étendu, les occasions de voyager, de travailler et d'habiter à l'étranger.

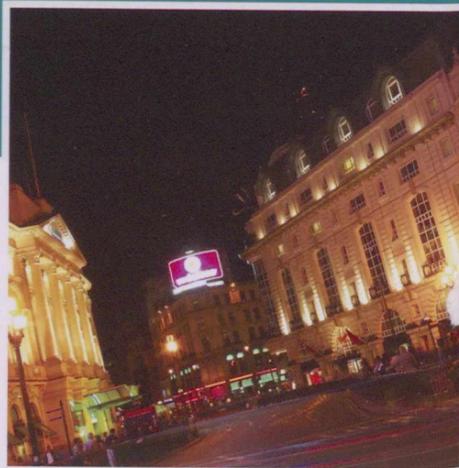
Le Canada leur offre actuellement des programmes d'échanges avec huit pays membres de l'Union européenne (d'autres pays sont envisagés). Il existe quatre possibilités :

- Programme de vacances-travail — les jeunes travaillent pendant un certain temps pour payer leurs dépenses de voyage;
- Programme de vacances-travail pour étudiants — des étudiants des universités et collèges canadiens peuvent travailler et voyager dans un pays d'Europe;
- Programme d'échanges de jeunes travailleurs — de jeunes travailleurs peuvent acquérir de l'expérience en suivant une formation à l'étranger;
- Programme d'enseignement coopératif — des étudiants de niveau postsecondaire peuvent acquérir une expérience de travail en Europe dans leur domaine de spécialisation.

« Dans les années 1970, c'était un rite de passage de parcourir l'Europe sac au dos pendant un ou deux mois, fait remarquer Abbie Dann, directrice de l'Expansion des affaires en Europe et de la connectivité, à Affaires étrangères Canada (AEC). Aujourd'hui, par contre, l'augmentation du coût de la vie rend moins alléchante la perspective d'un été en Europe. Pour former des dirigeants et des citoyens éclairés pour l'avenir, ce n'est pas une bonne chose... Il faut que les gens de notre pays circulent à l'étranger, qu'ils explorent le monde. »

D'où l'engouement soudain pour les quelque 270 programmes d'échanges internationaux pour les jeunes offerts par des gouvernements et des groupements sans but lucratif d'un bout à l'autre du Canada.

En 2003, profitant des 55 programmes offerts par AEC, plus de 16 000 jeunes Canadiens et Européens âgés de 18 à 30 ans ont pu travailler et voyager dans leurs pays réciproques. Ces programmes doivent être enrichis l'an prochain grâce à des partenariats avec la France, l'Irlande et la Norvège, et sans doute d'autres pays encore, ce qui devrait



Les lumières de Londres : S'échapper et parcourir le monde.

porter à 18 000 le nombre de jeunes bénéficiaires.

La plupart des programmes ont été conçus pour être accessibles et abordables. Par exemple, 120 étudiants du Canada et d'Europe participent chaque année à une simulation du Parlement européen, où ils jouent le rôle de députés qui débattent une question. Les étudiants ne paient que le prix du transport pour se rendre au Parlement.

Hugo Sierra, étudiant en maîtrise en affaires internationales à HEC Montréal, raconte que les 1 500 dollars qu'il a payés pour assister aux débats à Barcelone et à Cracovie ont rapporté des bénéfices inattendus.

« Il faut partir au loin et affronter des situations où on apprend à apprécier la culture et la vie politique », affirme Sierra, qui a dû surmonter les barrières des fuseaux horaires et des langues pour participer à l'organisation de débats parlementaires. « Quand on voit tout ce qu'on a en commun avec les autres pays, on s'aperçoit que c'est plus important que les différences. »

« Les contacts entre les peuples, renforcés par la facilité des communications sur Internet, offrent une nouvelle forme de diplomatie au Canada, fait remarquer pour sa part Abbie Dann. Plus les jeunes citoyens voient le monde, plus ils peuvent penser internationalement et agir localement. »

C'est exactement ce qui est arrivé à Alison Clement, de Russell (Manitoba),



Grâce à son stage à la Croix-Rouge canadienne qui l'a amenée à travailler sur les dossiers des mines antipersonnel, Alison Clement s'est familiarisée avec des enjeux internationaux et a acquis des « compétences très convoitées qu'elle conservera toute sa vie ».



photo : Tania von Schellwitz et Tim Blokland

Consultez en ligne le présent numéro de *Canada — Regard sur le monde* (www.maeci-dfait.gc.ca/canada-magazine/menu-f.asp) pour vous renseigner sur les nouveaux programmes à l'intention des jeunes et pour parcourir le *Calendrier des événements internationaux*, lequel est constamment mis à jour.

quand elle a adhéré au Programme de stages internationaux pour les jeunes en 1998. Elle a travaillé à la Croix-Rouge canadienne à Winnipeg dans le dossier des mines antipersonnel, s'est rendue dans les Balkans et a visité des écoles en Amérique du Nord pour faire connaître le rôle du Canada dans la négociation de la *Convention de 1997 sur l'interdiction des mines antipersonnel et sur leur destruction*. C'est une expérience qui a changé les perceptions des élèves, et les siennes par la même occasion.

« Les questions internationales n'étaient pas au premier rang de mes préoccupations quand j'ai entrepris mon stage, dit-elle, mais cela m'a ouvert les yeux aux possibilités qui existent. » Maintenant âgée de 29 ans, elle reconnaît par ailleurs que ce travail a aiguisé ses compétences en collecte de fonds, en recrutement et en art oratoire : « Ce sont des atouts qui sont recherchés sur

Rite de passage : Les voyages font connaître aux jeunes les possibilités que le monde leur offre.

le marché du travail et qui sont acquis pour la vie », ajoute l'ex-stagiaire qui travaille maintenant au ministère du Patrimoine canadien à Ottawa.

Quant à Bryson Johnson, qui a fini par assister à son match des Maple Leafs, son « plan mental » est toujours de rentrer au pays et de se lancer en politique, riche d'une meilleure compréhension des liens du Canada avec l'Union européenne. « Il est important d'entretenir des liens solides avec les États-Unis, selon lui, mais il est également temps de s'occuper de l'Europe. »

Pour de plus amples informations sur les programmes d'échanges pour les jeunes offerts par Affaires étrangères Canada, voir www.jeunescabouge.gc.ca.

Pour ceux offerts par d'autres ministères ou organismes, visiter www.canada123go.ca.

En bref : Les nouveaux pays de l'UE

CHYPRE Capitale : Nicosie
Superficie : 9 250 km² Population : 854 800
Chypre et le Canada : Le Canada a beaucoup contribué à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre entre 1964 et 1993.

ESTONIE Capitale : Tallinn
Superficie : 45 226 km² Population : 1,4 million
L'Estonie et le Canada : La deuxième plus grande communauté de la diaspora estonienne est celle du Canada et compte 22 000 personnes.

HONGRIE Capitale : Budapest
Superficie : 93 030 km² Population : 10 millions
La Hongrie et le Canada : La Hongrie est le pays d'Europe centrale qui a reçu le plus d'investissements canadiens depuis 1990, soit 1 milliard de dollars. La valeur des échanges bilatéraux se chiffrait à 293 millions de dollars en 2003.

LETTONIE Capitale : Riga
Superficie : 64 589 km² Population : 2,4 millions
La Lettonie et le Canada : La présidente de la Lettonie, Vaira Vike-Freiberga, est une ancienne ressortissante canadienne. Elle a vécu 44 ans au Canada après avoir fui sa patrie pendant la Seconde Guerre mondiale.

LETUANIE Capitale : Vilnius

Canada regard sur le monde.

SLOVÉNIE Capitale : Ljubljana
Superficie : 20 253 km² Population : 1,9 million
La Slovénie et le Canada : La Slovénie est un important partenaire du Canada au sein du Réseau de la sécurité humaine et dans la lutte pour l'élimination des mines antipersonnel dans le monde entier.

Aidez-nous à tenir nos dossiers à jour. Si vous déménagez, recevez plus d'un exemplaire de *Canada — Regard sur le monde* ou souhaitez annuler votre abonnement, faites les corrections voulues en lettres moulées sur votre étiquette d'adresse et retournez-la-nous.

Vous pouvez nous communiquer les changements par télécopieur, au numéro (613) 992-5791, par courriel, à l'adresse canada-magazine@dfait-maeci.gc.ca, ou par la poste, à : *Canada — Regard sur le monde*, Affaires étrangères Canada, 125, promenade Sussex, BCS C-2, Ottawa (Ontario) K1A 0G2.

Bureau de poste : Prière de retourner cet envoi à l'adresse ci-dessus s'il ne peut pas être livré.

À la mémoire de Mitchell Sharp

Né le 11 mai 1911, décédé le 19 mars 2004

Fonctionnaire dévoué, gentleman politicien, homme d'affaires, internationaliste, conseiller écouté, mécène. Député à la Chambre des communes de 1963 à 1978, il aura été ministre du Commerce, ministre des Finances, secrétaire d'État aux Affaires extérieures et président du Conseil privé.

Ce sont mes rencontres avec les dirigeants des nombreux pays où je me suis rendu qui m'ont permis d'aborder les affaires étrangères avec une plus grande ouverture d'esprit et un discernement plus sûr. Toutes ces rencontres ont été intéressantes, du moins pour moi, et m'ont fait découvrir les mobiles qui animent les grands acteurs de la scène politique comme on ne peut le faire qu'à l'occasion de contacts personnels. Le fait que les dirigeants politiques nationaux se rencontrent plus souvent change en fait leur approche et leur comportement — il a changé les miens —, surtout lorsqu'ils apparaissent ensemble sur des écrans de télé, observés par une part de plus en plus large de la population mondiale. Lentement mais sûrement, je crois, le genre humain apprend grâce aux communications modernes qu'il a des buts communs et des problèmes communs et que pour atteindre les uns et résoudre les autres, il faut que les gouvernements nationaux coopèrent et, bien souvent, agissent de concert.

— Extrait de *Which Reminds Me: A Memoir*, par Mitchell Sharp, University of Toronto Press, 1994.

photo : PC (Russell Mann)

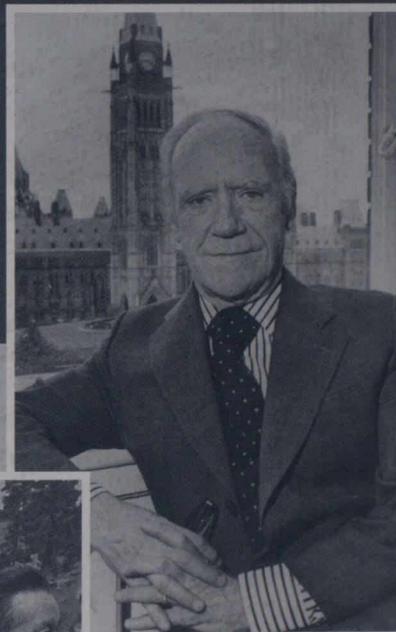


photo : PC (Fred Charrtrand)

▲ Un vétéran de la politique : Mitchell Sharp

◀ Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Mitchell Sharp, et l'ambassadeur de Chine, Huang Hua, plaisantent dans le cabinet du secrétaire d'État, à Ottawa, en juillet 1971.